



MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 06 mai 2024

Délibération n° 24.03.44 - Taux de vacation

L'an deux mille vingt-quatre le six mai à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

Date de la convocation : mardi 30 avril 2024

Présents :

Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christine CHALOT-FOURNET, Christophe FAURE, Frédéric LAMAT, Stéphane HUDDLESTONE, Christelle VIRQUIN, Damien LOMBARD, Francine DOLLA, Floris GRANDVARLET, Nathalie CHALOPIN, Philippe COTTE, Christophe MELET, Léo DOMERGUE, Laurent BONZI, Emilie GROSSI-WAGNER, Bouchra EDDADSI BARQANE, David ROLFI, Fabienne LEQUENNE, Nicolas DATCHY, Christophe CHAVERNAS, Nadia ZEGRE, Julien DURANDO

Absents :

Amélie BOURCET, Cindy FORTERRE-ROL, Pierre KESTEMONT

Procurations :

DIBO Geneviève a donné pouvoir à VIRQUIN Christelle, CHARLES Marie-pierre a donné pouvoir à LAMAT Frédéric, BONNAUD Sophie a donné pouvoir à FAURE Christophe

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absents	Procurations	Votants
29	23	3	3	26

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1^{er} ;

Considérant la nécessité d'avoir recours à des vacataires ;

Pour rappel le vacataire est un agent recruté pour **accomplir une tâche précise, ponctuelle et limitée à l'exécution d'actes déterminés** et **rémunéré à la vacation**, c'est-à-dire à la tâche. Il n'est donc pas un contractuel de droit public.

Ainsi, trois conditions caractérisent cette notion :

- la spécificité dans l'exécution de l'acte : l'agent est engagé pour une mission précise, pour un acte déterminé.

- la discontinuité dans le temps : les missions concernées correspondent à un besoin ponctuel de la collectivité.
- La rémunération est liée à l'acte pour lequel l'agent a été recruté.

Dès lors, l'emploi pour lequel est recruté le vacataire ne peut correspondre à un besoin permanent de l'administration.

Le Maire expose qu'il conviendra de recruter des personnels vacataires, conformément à la jurisprudence administrative, les intéressés devront être rémunéré à l'acte. Il appartient donc à l'organe délibérant de déterminer un taux de vacation.

Au vu des différentes évolutions de ces 2 dernières années concernant la valeur du smic et des revalorisations indiciaires, il est nécessaire de revoir le taux de vacation pour les emplois vacataires.

Au 1^{er} janvier 2024, la valeur du smic est de 11.65€/heure.

Actuellement le taux de vacation à la mairie est de 11.67€/heure, l'objectif est de l'indexer dès la prochaine revalorisation du smic afin que celui-ci ne soit jamais inférieur et éviter une délibération systématique.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- D'inscrire les crédits nécessaires à cette dépense aux chapitres et articles prévus à cet effet ;
- D'autoriser Madame le Maire à assurer l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Le Maire,



Nathalie GONZALES